

96/3  
CSH  
13459

**CENTRE DE SCIENCES HUMAINES**  
**New Delhi**

**Réconcilier l'économique et le social :  
réinterprétation d'un vieux débat.**

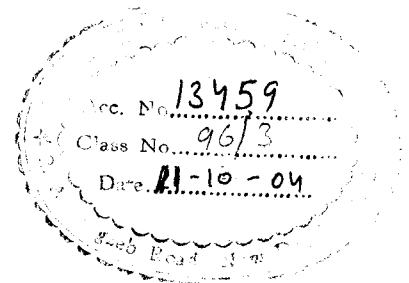
**Note de lecture sur l'ouvrage de  
Jean DREZE & Amartya SEN,  
India: economic development and social  
opportunity, Oxford University Press,  
Delhi 1995**

**Claire Harasty**

**Contributions CSH 96/3**

Depuis début 1996, le Centre de Sciences Humaines mène un programme de recherche sur "Régulations économiques, stratégies d'innovation et insertion internationale", dans le cadre duquel entre la publication de cette note.

This book review is part of a research programme being conducted by the Centre de Sciences Humaines since the beginning of 1996, on "Economic regulations, strategies of innovation and international integration".



Adresse de l'auteur / Author's address : CRBC / EHES  
54, bd. Raspail  
75006 Paris  
France



## CONTRIBUTIONS

Contributions est une collection de documents de travail, notes de lecture et résultats préliminaires de recherche publiée en anglais ou en français. Toute proposition de publication (résultats d'études de terrain, analyses conceptuelles, etc.) est la bienvenue et fera l'objet d'une évaluation par le CSH.

Copies et informations supplémentaires concernant la publication sont disponibles auprès de Mme Uma Krishnan, Responsable publications, CSH à l'adresse suivante :

(en Inde)

2 Aurangzeb Road, New Delhi 110011 - Inde

(de France)

Service culturel de l'Ambassade de France en Inde  
abs Valise diplomatique  
128bis, rue de l'Université  
75351 Paris Cedex 07 - France

Tél.: (91 11) 301 62 59 / 301 41 73

Fax: (91 11) 301 84 80

e-mail: [public@csh.delnet.ernet.in](mailto:public@csh.delnet.ernet.in)

Contributions is a collection of working papers, book reviews and preliminary research findings published in English or in French. Proposals for publication (results of fieldwork, conceptual analysis, etc.) are welcome and will be appraised by the CSH.

Additional copies and information regarding publications are available from Ms. Uma Krishnan, Publications in charge, CSH at the following address :

2 Aurangzeb Road  
New Delhi 110011 - India

Tel.: (91 11) 301 62 59 / 301 41 73

Fax: (91 11) 301 84 80

e-mail: [public@csh.delnet.ernet.in](mailto:public@csh.delnet.ernet.in)

Les opinions émises dans ces papiers n'engagent que les auteurs.  
The opinions put forth in these papers are solely those of the authors.



# Réconcilier l'économique et le social : réinterprétation d'un vieux débat

Note de lecture sur :

Jean DREZE & Amartya SEN

"India: economic development and social opportunity"

Oxford University Press, Delhi 1995

Claire HARASTY

Le débat actuel sur la libéralisation économique en Inde se résume généralement à la dichotomie de vue entre ceux qui considèrent la promotion du marché et de la compétition internationale comme une condition nécessaire et suffisante au processus de développement et ceux qui au contraire rejettent quasiment en bloc cette idée. Dans leur monographie "*India : economic development and social opportunity*", Jean Drèze et Amartya Sen adoptent une perspective plus large en considérant la complémentarité essentielle entre les opportunités économiques et les contraintes sociales.

Des recherches ont été menées ces dernières années qui suggèrent que le taux de croissance économique est négativement corrélé au niveau *initial* d'inégalité. Cette relation est interprétée de trois façons différentes. Les néoclassiques argumentent que les pays ayant un niveau initial d'inégalité élevé sont menés à redistribuer plus et par conséquent à taxer plus, ce qui provoque une perte d'efficacité et réduit en conséquence le taux d'investissement, donc le taux de croissance. Une deuxième explication de cette corrélation négative repose sur l'idée que si les économies d'échelle sont inexistantes et le marché des facteurs de production imparfait, alors un faible niveau d'inégalité des dotations initiales des agents nécessitera moins de travail de la part du marché pour atteindre le niveau d'efficacité requis. Par exemple, si les imperfections du marché du crédit empêchent certaines catégories de la population de faire des investissements



redistribués aux plus défavorisés, etc. Le problème central du processus de libéralisation n'est donc pas la performance modérée en termes de croissance économique mais la question de savoir si le pays est prêt à supporter une croissance participative à une échelle suffisamment grande. (Pour plus de clarté, précisons qu'une expansion économique participative ne se limite pas à des résultats satisfaisants dans quelques secteurs très spécialisés - correspondant à des qualifications de classe moyenne - ou à un taux de croissance du revenu national par tête élevé.) D'après les auteurs, le niveau élevé d'illétrisme, le faible développement des soins de santé et des autres services essentiels handicapent fortement l'Inde. En effet, même si le taux de croissance augmente rapidement, toute une partie de la population (celle dont les opportunités sociales sont réduites) restera exclue du processus, restreignant ainsi l'ampleur de celui-ci. Les auteurs ne remettent pas en question les réformes économiques mais insistent sur le fait que pour saisir les opportunités créées par celles-ci, il faut arriver à un meilleur partage des capacités de base comme l'éducation et la santé *qui ne peut que résulter d'une offre accrue de ces services par l'État*. Cet argument, central à l'ouvrage, est cependant discutable à deux niveaux.

Premièrement, Drèze et Sen partent du prémisses que le développement de l'éducation ou de la santé précède systématiquement la croissance. En d'autres mots, l'*offre* gouvernementale de services sociaux permet le développement préalable des capacités humaines qui peut alors engendrer une croissance participative. Pourtant, la causalité est vraie dans l'autre sens également : une croissance participative peut créer une *demande* de services sociaux qui permettra le développement des capacités humaines. Quelques exemples mettent en lumière le lien de causalité entre opportunités sociales et croissance. L'exemple des pays du sud-est asiatique d'une part, illustre l'argument des auteurs. Les pays d'Asie de l'est ont connu une forte croissance économique conjuguée à un niveau d'inégalités sociales relativement bas. Ils se sont développés rapidement grâce à un taux de croissance participative élevé résultant d'un niveau élevé d'éducation, de santé bien avant l'essor économique et de la mise en place de réformes agraires.



minoritaire, et représente une base trop étroite pour que d'une part, le processus de croissance menée par la consommation de l'élite soit durable et d'autre part, on puisse le qualifier de participatif. L'Inde ne pourra pas suivre les leçons de l'Asie de l'est (croissance partagée à grande échelle), comme le suggèrent les auteurs, en suivant ce chemin de réformes. Même si l'Inde parvient à étendre les capacités de base à une plus grande partie de sa population, le type de croissance pour lequel elle a opté depuis le début des réformes empêchera une grande majorité des gens d'en profiter.

Deuxièmement, les deux auteurs suggèrent que l'expansion rapide des services d'éducation et de santé dépend de la mise en place d'une action gouvernementale d'un type nouveau. En effet, le débat sur la libéralisation porte d'un côté sur la nature contre-productive des opérations du gouvernement et de l'autre sur les conséquences bénéfiques de ces opérations "négatives". Mais l'importance des fonctions positives de l'Etat, c'est-à-dire celles qui aident une personne à faire ce qu'elle souhaite - comme l'éducation et la santé - ne sont pas prises en compte dans ce débat. Les auteurs placent ainsi une importance primordiale sur le développement de ces services de base par l'Etat. L'évolution de la politique économique indienne, y compris les récents développements depuis les réformes, a continué de négliger l'importance fondamentale des capacités humaines dans le développement économique et du rôle positif de l'Etat quand il s'agit de promouvoir ces capacités. En conséquence, ils affirment que la réorientation actuelle de la politique économique indienne ne constitue pas un changement radical par rapport au passé, et ne remédie pas aux biais majeurs des politiques précédentes. Ainsi, les auteurs prêchent certes en faveur de plus d'institutions de marché, mais également en faveur d'une nouvelle forme d'intervention étatique permettant de dépasser les limites du marché. Toutefois, ils ne précisent pas ce que signifie exactement 'dépasser le marché' et leurs arguments ne semblent pas s'appliquer au cas de l'Inde. En effet, ils suggèrent que l'offre d'éducation, de santé ou d'autres services de base par l'Etat doit être augmentée pour créer une plus grande participation à la croissance à travers l'augmentation des opportunités sociales



comme la faiblesse de l'Etat mentionnée précédemment, mais aussi par exemple la stratification sociale, avaient été analysés. Les auteurs mentionnent rapidement dans un court paragraphe en conclusion l'inégalité liée au système de caste et les autres inégalités traditionnelles. Une analyse comparative peut mener à des erreurs importantes si ces éléments essentiels ne sont pas correctement appréciés. Même si l'Inde parvient à éduquer toute sa population, des barrières sociales comme la caste continueront cependant de limiter la participation de toute une catégorie de la population. Même hautement éduqué, un harijan n'aura pas les mêmes opportunités qu'un hindou de haute caste. De même, les comparaisons entre différents états indiens ne prennent pas du tout en compte les aspects culturels et traditionnels de leurs expériences respectives : Drèze et Sen citent toujours le Kerala comme exemple du développement social réussi, mais ne mettent pas en lumière les raisons profondes de ce succès dans une Inde en échec. Est-ce grâce à l'Eglise? Aux communistes? Au système matriarcal? Au roi fort des temps anciens? Caractéristiques qui toutes ne sont pas généralisables à l'Inde dans sa totalité. En conséquence, tout en étant un apport essentiel au débat théorique sur les réformes de structure et la libéralisation économique, ce livre manque d'analyse concrète vis-à-vis des problèmes spécifiques à l'Inde.

